Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 10 février 2017

n° 19313

Dixième jour de manifestations contre la corruption en Roumanie.
Le Gouvernement crée un fonds de développement et d'investissements.

Manifestations. Environ 10 000 personnes, dont 5 000 à Bucarest, sont sorties hier dans les rues des villes roumaines pour manifester contre la corruption et le Gouvernement de Sorin Grindeanu, dominé par le Parti social-démocrate (PSD). C'était le dixième jour de manifestations depuis la tentative du Gouvernement dans la nuit du 31 janvier de modifier la législation pénale (*Digi 24*, *HotNews.ro*).

D'autre part, environ 400 personnes ont manifesté devant le palais présidentiel pour la cinquième soirée consécutive, pour dénoncer la tentative du Président Klaus Iohannis de « renverser le Gouvernement » (*Agerpres*).

Liviu Dragnea, président de la Chambre des députés et du Parti social-démocrate (PSD), a lancé aujourd'hui un appel aux membres du Parlement pour adopter en procédure accélérée une loi d'approbation de l'ordonnance d'urgence n° 14/2017 abrogeant les modifications décriées de la législation pénale, qui avaient engendré des manifestations historiques dans toute la Roumanie. « *J'ai vu que certains partis ont demandé le débat en procédure d'urgence de l'ordonnance 14. (…) Je fais donc un appel à tous mes collègues du Parlement d'adopter en procédure d'urgence la loi d'approbation de l'ordonnance 14 sur l'abrogation des modifications faites par le Gouvernement aux codes pénaux* », a affirmé Liviu Dragnea (*Agerpres*).

Raluca Turcan, présidente par intérim du Parti national libéral (PNL), membre de l'opposition, a cependant attiré l'attention sur le fait qu'en l'absence d'une loi de rejet de l'ordonnance d'assouplissement de la législation pénale adoptée par le Parlement, « *le coup donné par le PSD aux Roumains était juste reporté* ». Elle a ainsi appelé au rejet rapide par le Parlement de l'ordonnance n° 13/2017 et à l'approbation de l'ordonnance n° 14/2017 (*Agerpres*).

Ana Birchall, ministre par intérim de la Justice. La ministres déléguée aux Affaires européennes et députée sociale-démocrate Ana Birchall a été chargée hier par le Premier ministre Sorin Grindeanu d'assurer l'intérim au ministère de la Justice, à la suite de la démission de Florin Iordache. « *Je suis consciente de la responsabilité énorme que suppose le portefeuille de la Justice. Je ferai de mon mieux pour accomplir ce mandat avec professionnalisme, sérieux et équilibre. Je souhaite qu'aux côtés des institutions avec attributions et responsabilités dans ce domaine, des représentants de la société civile et des médias, ainsi qu'à travers un dialogue transparent avec nos partenaires internationaux, nous puissions assurer la bonne marche de la justice, en tant que condition fondamentale d'une démocratie renforcée* », a annonce Ana Birchall (*Agerpres*, *Agerpres*).

Fonds souverain de développement et d'investissements (FSDI). Le Gouvernement a adopté hier un mémorandum sur la création du Fonds souverain de développement et d'investissements (FSDI), une entité qui devrait réunir, sous commande unique, 200 entreprises d'Etat les plus profitables. Alexandru Petrescu, ministre de l'Economie, a annoncé que la direction du FSDI serait choisie via une procédure publique de sélection, et que le FSDI deviendrait le principal partenaire des investisseurs. « *De nombreuses entreprises publiques fonctionnent sous la tutelle des différents ministères. (…) De cette manière, toutes les entreprises publiques fonctionneront sous une commande unique, et*

c'est à ce niveau-là que nous allons concentrer toute l'expertise spécialisée des différents ministères, l'expertise managériale des actionnaires. Nous aurons ainsi toute la décision sous le même toit ».

Selon le ministre, la création du FSDI représentera un moyen efficace pour maintenir le déficit budgétaire en-dessous du niveau de 3% du PIB, imposé par les traités européens. La création du fonds était d'ailleurs annoncée dans le programme électoral du Parti social-démocrate (PSD), qui estimait que le FSDI conduirait à la création de nouvelles usines et à la capitalisation d'entreprises comme la compagnie aérienne Tarom, la CFR (la société roumaine des chemins de fer) ou le chantier naval de Constanța (*Profit.ro*, *Adevărul*, *Radio România Actualități*).

Roumanie-Russie. Le ministère roumain des Affaires étrangères a réagi hier par un communiqué aux affirmations d'Alexandre Botsan-Khartchenko, responsable du MAE russe, selon lesquelles la Roumanie était un avant-poste de l'Otan et une menace en raison de la présence sur son territoire d'éléments du bouclier antimissiles américain. Le système de défense antimissile de Deveselu (sud de la Roumanie) n'est pas dirigé contre la Russie et a un caractère purement défensif et conforme aux dispositions de la charte de l'ONU, a annoncé le MAE roumain. « *Toute rhétorique qui ne prend pas en compte ces aspects est inadéquate et n'est pas susceptible de faciliter une approche constructive* » (*Agerpres*).

L'actualité roumaine dans les médias francophones

- « *Révolte anti-corruption : la Roumanie, un exemple pour les autres pays des Balkans ?* », La révolte roumaine va-t-elle faire tache d'huile dans les pays des Balkans, où se posent partout les mêmes problèmes de corruption ? Des manifestations de soutien ont déjà été organisées en Bulgarie et en Moldavie, un rassemblement est prévu en Albanie, et l'expérience roumaine alimente d'innombrables discussions sur les réseaux sociaux (*Courrier des Balkans*).

- « *En Roumanie, les manifestants obtiennent le départ d'un ministre : "Le peuple roumain s'est réveillé"* », alors que la population roumaine continue sa mobilisation contre le gouvernement en place, le ministre de la Justice a décidé de démissionner. Du jamais vu dans le pays depuis près de 30 ans (*France TV Infos*).

- « Roumanie : la femme qui fait trembler les politiques », La juge Laura Codruta Kövesi poursuit une croisade contre la corruption. Accusée de mener "un combat politique", elle ne plie pas (*Le Point*).

- « Roumanie: démission du ministre de la Justice après une semaine de contestation », Le ministre roumain de la Justice Florin Iordache a annoncé sa démission jeudi 9 février, après une vague de contestation populaire sans précédent depuis la chute du régime Ceausescu en 1989 contre un décret du gouvernement allégeant la législation anticorruption (*Radio France internationale*)

- «La Roumanie connait une deuxième révolution démocratique», Les manifestations qui ne faiblissent pas depuis le 29 janvier ont dégénéré en réelle insurrection sociale, comme il n'y en a plus eu depuis la chute du communisme en Europe de l'Est, en 1989 (*Euractiv.fr*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- La chanteuse française Patricia Kaas revient en Roumanie pour deux concerts le 24 juin à Bucarest et le 26 juin à Timișoara (*Agerpres*, *Adevărul*, *Puterea*, *Ziare.com*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie